



**FINANCES
PUBLIQUES**

Montreuil, le 20/1/2017

LE 7 MARS, MOBILISONS NOUS, PAR LA GRÈVE ET LA MANIFESTATION !

LE 7 MARS, EN GRÈVE À LA DGFIP COMME DANS TOUTE LA FONCTION PUBLIQUE POUR GAGNER !

La DGFIP, ses missions et ses agents, à l'instar de toute la Fonction publique, font l'objet d'attaques incessantes depuis plusieurs années.

Refusant toute forme de fatalisme, la CGT Finances Publiques considère que la période actuelle est celle où nous devons nous faire entendre pour porter haut et fort nos revendications. Nous pouvons changer les choix politiques qui ont décidé de l'austérité pour la DGFIP.

La CGT Finances Publiques propose d'autres orientations, d'autres choix de société, fondés sur le progrès social, la justice, le service public aux citoyens et la reconnaissance de l'investissement des personnels des Finances Publiques. La CGT défend une vision du service public qui part des besoins sociaux et pas des règles budgétaires.

Parce que nous voulons pouvoir remplir pleinement nos missions de services publics, il est indispensable que nous disposions des moyens humains, logistiques et réglementaires à la hauteur des besoins de nos usagers.

Cela passe par :

- ▶ Le renforcement de nos missions publiques, du Statut général des fonctionnaires et des statuts particuliers ;
- ▶ L'abandon du projet de prélèvement à la source et des restructurations ;
- ▶ Des créations d'emplois statutaires et un nouveau plan de titularisation et de déprécarisation ;
- ▶ L'augmentation du pouvoir d'achat qui passe nécessairement par une nouvelle et immédiate de la revalorisation de la valeur du point ;
- ▶ De véritables améliorations de carrière pour tous, qui appellent bien d'autres mesures que le protocole PPCR ;
- ▶ L'abandon du RIFSEEP et de toute forme de modulation des régimes indemnitaires ;
- ▶ Le maintien et le renforcement d'une action sociale de haut niveau au niveau ministériel et interministériel ;
- ▶ La mise en œuvre d'une politique de rééquilibrage de la fiscalité entre les ménages et les entreprises, et de réels moyens de contrôle et de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.

Pour la CGT Finances Publiques, il n'y a qu'une façon de faire plier la direction générale : *la lutte tous ensemble !*

Parce que nous ne gagnerons pas en restant isolés, la CGT Finances Publiques s'inscrit pleinement dans les initiatives lancées dans toute la Fonction Publique pour le 7 mars ; c'est pourquoi elle a décidé d'appeler à la grève pour participer à toutes les initiatives prévues ce jour là.

Pour la CGT, l'indépendance syndicale ne saurait se confondre avec l'immobilisme.

L'indépendance syndicale, c'est faire de l'intervention des personnels une condition indispensable pour imposer d'autres choix.

L'indépendance syndicale, c'est porter haut et fort nos légitimes revendications quelle que soit la période, quelle que soit la couleur politique du pouvoir.

L'indépendance syndicale, c'est peser pour orienter nos missions publiques vers la satisfaction des besoins sociaux.

Dès lors, à la DGFIP comme ailleurs, faisons entendre notre voix.

Portons nos exigences au moment où l'avenir du pays est mis en débat !

Pour cela, le 7 mars mobilisons nous, par la grève et la manifestation !



LE 7 MARS 2017 : DEFENDONS LE SERVICE PUBLIC

Les Fédérations de fonctionnaires CGT, FO, Solidaires et FA-FP réunies le 9 février 2017 soutiennent pleinement toutes les initiatives prises par les différents secteurs de la fonction publique, sous forme de mobilisations, actions et grèves le 7 mars 2017.

Initiée par le secteur de la santé, cette journée est l'occasion de porter nos revendications en matière de défense du service public hospitalier et de la sécurité sociale. Asphyxiée par les déremboursements, les dérégulations, les suppressions de postes et les réorganisations permanentes, auxquels s'ajoutent les regroupements d'hôpitaux (GHT*), imposés par la loi Touraine, le secteur de la santé est en péril en terme d'égalité d'accès aux soins.

Le 7 mars est également une journée de grève et d'actions dans la Fonction publique Territoriale. La réforme territoriale et ses conséquences, fusion de communes, de conseils régionaux, création de métropoles entraînent des mobilités forcées et des inquiétudes grandissantes chez les agents et dégradent le Service public !

La fonction publique de l'Etat n'est pas épargnée et subit les mêmes contraintes. C'est pourquoi, certains secteurs ministériels sont déjà mobilisés dans la journée de grève du 7 mars.

Au-delà des revendications propres au secteur de la santé et de la territoriale, de nombreuses revendications communes aux 3 versants de la Fonction publique, seront portées ce 7 mars 2017 :

- Augmentation de la valeur du point d'indice pour compenser les pertes subies depuis des années ;
- Refonte des carrières pour redonner de l'attractivité à l'emploi public,
- Arrêt des suppressions de postes et des restructurations permanentes, notamment en raison de la Réforme territoriale,
- Défense du statut général, des statuts particuliers et des cadres d'emploi,

Nos fédérations ont décidé de se revoir pour faire un point sur l'évolution et l'organisation de cette journée. Elles partagent les revendications des syndicats et fédérations qui ont appelé à la grève et aux manifestations.

Fait à PARIS, le 13 février 2017

*GHT : groupements hospitaliers de territoire